



CONCOURS GRANDE ECOLE
ORAUX LVA ALLEMAND

Choix de textes de la session Juin 2024

L'Allemagne s'interroge sur son « frein à l'endettement »

Emmanuel Grasland, Les Echos, 1.2.2024

Les cinq économistes qui conseillent le gouvernement allemand proposent d'assouplir cette règle votée en 2009. Elle limite le déficit public annuel à 0,35 % du produit intérieur brut, alors que le pays doit investir massivement dans sa transition énergétique.

C'est une initiative qui en dit long sur la gravité de la situation en Allemagne. Mardi, le Conseil des sages, un groupe de cinq économistes chargés de conseiller le gouvernement, s'est prononcé, à l'unanimité, pour une réforme de la règle du « frein à l'endettement ».

« D'un point de vue historique, c'est une initiative remarquable car le Conseil a toujours été une organisation très conservatrice », souligne Armin Steinbach, économiste et ancien haut fonctionnaire allemand. Votée en 2009 et inscrite dans la constitution, la règle du « frein à l'endettement » limite depuis 2016 le déficit budgétaire à 0,35 % du produit intérieur brut. Elle a été suspendue entre 2020 et 2023 à la suite de la crise du Covid et de la guerre en Ukraine et doit de nouveau s'appliquer cette année.

Corréler la règle au niveau d'endettement

Alors que l'Allemagne doit investir massivement pour mener à bien sa transition énergétique, moderniser ses infrastructures et relancer une économie en berne, les cinq économistes proposent d'assouplir le système, en corrélant la règle au niveau d'endettement du pays. En gros, si l'endettement tombe en dessous de 60 % du PIB, un déficit budgétaire de 1 % serait permis au lieu de 0,35 %. Si la dette évolue entre 60 % et 90 % du PIB, le plafond du déficit serait de 0,5 %.

En cas de crise, les économistes proposent également d'instituer une période de transition, avant d'appliquer de nouveau la règle du frein. « Une réglementation transitoire donnerait une marge de manoeuvre budgétaire supplémentaire pour faire face à la crise et éviterait que l'on discute constamment de la nécessité de déclarer des situations d'urgence », estime Ulrike Malmendier, membre du Conseil des sages.

Ces propositions s'appuient sur des simulations du taux d'endettement de l'Etat, qui montrent que la dette publique diminue « de manière constante et significative », même si les possibilités d'emprunt sont utilisées chaque année et si des crises

surviennent. Avec cette réforme, le ratio dette sur PIB de l'Etat tomberait à 59 % à l'horizon 2070 contre 64 % aujourd'hui. Sans réforme, on serait au-dessous des 30 %... « Notre analyse montre que le frein à l'endettement est plus rigide qu'il ne devrait l'être », juge Achim Truger, du Conseil des experts économiques.

Discuté depuis plusieurs années dans les cercles académiques, ce système permettrait de dégager plus de 50 milliards d'euros d'endettement supplémentaires d'ici à 2027. « C'est une bonne proposition mais elle ne suffirait pas à financer les investissements nécessaires à la transition énergétique, prévient néanmoins Armin Steinbach. Il y a aussi le risque que les marges de manoeuvre fiscales générées ne soient pas utilisées pour financer des investissements mais pour des dépenses courantes. »

Les modifications proposées par les Sages nécessiteraient, en outre, une modification de la Constitution pour être adoptées. Et donc une majorité des deux-tiers au Bundestag. Un ratio impossible à imaginer dans un avenir proche, alors que le frein à l'endettement constitue un élément de différenciation clé pour la droite chrétienne-démocrate et les libéraux.

Selon un sondage réalisé fin novembre pour la deuxième chaîne publique ZDF, à peine 35 % des Allemands sont favorables un assouplissement du frein à l'endettement, alors que 61 % y sont opposés. Sur ce sujet, les milieux économiques et académiques allemands évoluent beaucoup plus vite que le reste de la population. Un basculement symptomatique de la nervosité qui s'est emparée des dirigeants du pays ces derniers mois. Mardi, dans une lettre ouverte au chancelier Olaf Scholz, la Chambre de commerce et d'industrie, la Fédération des associations patronales, la Fédération de l'industrie et celle de l'artisanat ont fait part de « leur grande inquiétude » sur l'évolution politique et économique de l'Allemagne.

« La frustration et l'incertitude grandissent dans de nombreuses entreprises et les délocalisations de la production industrielle à l'étranger augmentent », ont alerté les signataires, qui exigent un « coup d'arrêt » aux charges sociales, une réforme de la fiscalité et des retraites ainsi que des prix de l'électricité compétitifs à l'international et des autorisations administratives plus simples. « Si les investissements ne sont pas réalisés dans notre pays et si le Mittelstand s'affaiblit, la transformation vers la neutralité climatique ne pourra pas réussir », écrivent les dirigeants. Des paroles qui remuent le couteau dans la plaie, alors que le pays est déjà en proie à la peur du déclassement.

À la Deutsche Bahn, les syndicats se prennent pour les patrons pour imposer leurs revendications

Pierre Avril, Le Figaro, 25.1.2024

Le GDL a entamé une grève d'une ampleur inédite de six jours pour passer aux 35 heures.

ALLEMAGNE

Bien que d'une ampleur inédite, la grève de six jours, lancée mardi 23 novembre par le syndicat des conducteurs de train de la Deutsche Bahn (GDL), ne constitue qu'un amuse-bouche en comparaison du féroce combat juridique qui se joue en coulisses à Francfort, devant le tribunal du travail du Land de Hesse. Les spécialistes du droit social allemand assistent, éberlués, à une joute défiant tous les principes de la convention collective, ce pilier du droit national du travail qui, loin de la main de l'État, gère les relations courantes entre employeurs et syndicats, outre Rhin.

Dans le cas d'espèce, la traditionnelle frontière qui sépare les deux partenaires, est parfaitement brouillée depuis que le GDL, emmené par un ex-cheminot fort en gueule de l'ex-RDA, Claus Weselsky, s'est mis en tête de jouer les agences d'intérim. Très éloigné de la doxa marxiste, l'objectif syndical consiste à débaucher la force de travail de la maison mère Deutsche Bahn, au profit d'une coopérative maison. Les cheminots se voient offrir la semaine de 35 heures sans perte de salaires et une meilleure assurance-vieillesse avant de se faire détacher vers leur entreprise d'origine, aux mêmes postes de travail, mais dotés de ces nouveaux bénéfices sociaux.

Les modalités de cette guerre hybride avaient été énoncées le 5 juin 2023, lors d'une conférence de presse destinée à présenter la nouvelle société d'intérim, baptisée Fair Train (« train équitable »). « Notre objectif exclusif est de retirer des travailleurs à ce leader du marché ferroviaire » qu'est la Deutsche Bahn, avait averti le syndicaliste Claus Weselsky. Fair Train table sur un chiffre d'affaires de 4,5 millions d'euros en 2024 et un résultat net de 274 000 euros. Ce faisant, le GDL, aujourd'hui minoritaire dans le groupe Deutsche Bahn face à son grand concurrent EVG, espère accroître sa part de marché syndicale. Elle dispose surtout d'un moyen de pression supplémentaire dans les négociations actuelles, pour forcer son adversaire à passer aux 35 heures (contre 38 aujourd'hui).

« Le GDL se présente à la fois comme un employeur et un syndicat. Ce conflit d'intérêts lui ôte sa capacité à négocier des conventions collectives », avait répliqué la Deutsche Bahn qui, craignant de se faire dépouiller, a porté plainte début janvier, au moment où s'ouvraient les pourparlers sur la réduction du temps de travail. Ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, débouchent sur la grève.

Perplexité des juristes

Le mélange des genres opéré par le syndicat est total. Occupées par une même personne, les fonctions sont dupliquées entre le GDL et la société d'intérim, gérant à la fois le bien-être des adhérents du premier et la politique commerciale de la seconde. Les syndicalistes sont intéressés aux bénéfices de Fair Train. Pour accélérer la fuite des cheminots de Deutsche Bahn vers Fair Train, le GDL revendique, dans le cadre des négociations, outre la RTT, la réduction des délais de préavis en cas de démission.

« On peut dire que ce concept est créatif », ironise auprès du Figaro Maximilian Schmidt, avocat spécialiste des relations du travail au sein du cabinet Seitz, qui en dresse toutes les chausse-trappes. Quid de la liberté d'opposition du syndicat ? Quel intérêt auraient les cheminots de la DB à se transformer en intérimaires louables au maximum dix-huit mois ? Le transfert de cotisations des membres de GDL vers la société Fair Train pourrait s'apparenter à un « abus de confiance », poursuit-il.

De fait, seuls deux conducteurs ont pour l'instant franchi le pas, obligeant Fair Train à repousser de quatre mois (avril 2024) le démarrage de son activité, et à diviser par deux le prix du coupon d'entrée dans la coopérative (500 euros). « Il y a encore beaucoup de réticence de la part des clients potentiels mais nous disposons déjà d'accords-cadres de mise à disposition de conducteurs auprès de sociétés privées (hors DGB, NDLR) », a reconnu à Welt am Sonntag, le président de Fair Train, Peter Bosse. De quoi alimenter la perplexité des juristes.

« Tout cela me semble très politique. On peut imaginer que si, in fine, un accord collectif est trouvé sur les conditions de travail, la procédure juridique sera mise en suspens », entrevoit l'avocat Maximilian Schmidt, pour qui le GDL se prête à un « jeu risqué ». Pour sa part, le GDL joue sa réputation de trublion de la négociation collective.

Croissance : l'Allemagne en panne, l'UE à la peine

Marie-Pierre Gröndahl, La Tribune, 3.4.24

Délocalisations, choix contraires à la transition climatique... Les effets de la récession sont multiples.

L'Allemagne était un moteur. Elle est devenue un frein. La première économie de la zone euro, et la troisième mondiale, n'en finit plus de ralentir, entraînant à sa suite le reste de l'Europe, France comprise. Après une année 2023 déjà atone, marquée par une chute de la croissance de -0,3 %, soit la pire performance des dix premières économies de la planète, les perspectives pour 2024 s'assombrissent encore. Le ministre de l'Économie et vice-chancelier, Robert Habeck, n'a pas mâché ses mots le 14 février : « L'économie allemande va dramatiquement mal. » À tel point que le numéro deux du gouvernement de coalition (sociaux-démocrates, Verts et libéraux), dirigé par Olaf Scholz, a dû réviser à la baisse ses prévisions de l'activité, de 1,3 % à seulement 0,2 % pour l'année en cours. Et à 1 % en 2025, au lieu de 1,5 % initialement annoncé.

Le retournement du champion des exportations ne date pas d'hier. Le PIB allemand n'a augmenté que de 0,7 % depuis 2019, au lieu de 4 % pour l'Union européenne et de 7,5 % aux États-Unis. La panne outre-Rhin se répercute sur l'UE et la zone euro. La Commission européenne vient de rectifier ses estimations de croissance pour 2024, à 0,9 % dans l'UE et à 0,8 % dans la zone euro en 2024, contre 1,3 % et 1,2 %.

« Je suis étonné que l'état de l'économie allemande ne soit pas davantage commenté en France, remarque Gilles Moëc, chef économiste du groupe Axa. Car c'est une mauvaise nouvelle. L'Allemagne représente un quart du PIB de la zone euro. Elle est aussi la première destination des exportations françaises, avec 14 % du total. Les effets de diffusion de son ralentissement sont importants. »

« Un modèle obsolète »

Parmi les causes, plusieurs éléments structurels. « Le modèle allemand est obsolète. La dépendance au commerce mondial, avec des exportations à 50 % du PIB - 34 % en France -, souffre de la diminution de la croissance chinoise, premier partenaire de Berlin », note Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Ostrum Asset Management. À lui seul, le secteur automobile d'outre-Rhin tire 40 % de ses revenus de la Chine, devenue un concurrent redoutable.

Autre faille, la faiblesse de la demande intérieure : la population, âgée, épargne de plus en plus et dépense de moins en moins. La hausse des coûts énergétiques causée par la guerre en Ukraine aggrave la situation. Le pari sur le gaz russe, les résultats décevants des investissements dans les renouvelables et la fermeture des dernières centrales nucléaires en 2023 ont fait exploser la facture. Chimie et sidérurgie, deux des principaux piliers, sont très touchées.

BASF, l'un des géants nationaux, peine à maintenir son site de Ludwigshafen (200 usines et 39 000 salariés). Ses ventes ont plongé de 21,1 % l'an dernier, d'où un plan de réduction de coûts de 1 milliard d'euros. Et de nouveaux licenciements, après 2 600 emplois supprimés depuis 2022.

De nombreuses entreprises délocalisent, comme Miele, le fabricant d'électroménager emblème de la « qualité allemande », en Pologne. Ou le suisse Meyer Burger, premier producteur européen de panneaux solaires, qui ferme son site de Freiberg pour s'installer... aux États-Unis. Une perte catastrophique pour l'UE, au bénéfice de fabricants chinois mais aux dépens de sa souveraineté face aux enjeux climatiques.

« Le risque est réel de voir d'autres groupes partir outre-Atlantique, alerte Gilles Moëc. Une énergie bien meilleur marché et des subventions massives avec le plan anti-inflation sont deux arguments de poids. » « Le plan "Inflation Reduction Act" [loi sur la réduction de l'inflation de 2022] aiguise la concurrence entre une production en Allemagne plus chère et une implantation aux États-Unis favorisée par des aides, renchérit Stéphane Colliac, économiste senior chez BNP Paribas.

Si les émissions de CO₂ outre-Rhin diminuent grâce à des délocalisations hors d'Europe, l'Allemagne y perd. » En outre, le « frein à l'endettement », cette règle budgétaire inscrite dans la Constitution en 2009, qui limite le déficit à 0,35 % du PIB, a été renforcée en novembre par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. « Il empêchera des investissements dans les secteurs d'avenir, y compris ceux indispensables pour la transition climatique », redoute Philippe Waechter.

Après une suppression des aides à l'achat de véhicules électriques, Berlin a fait volte-face à Bruxelles sur le vote d'une loi concernant les chaînes d'approvisionnement. Un texte qui responsabilise les grandes entreprises vis-à-vis du travail des enfants ou du travail forcé en dehors de l'UE. Et leur impose une stratégie compatible avec l'accord de Paris sur le climat.

« Leurs entreprises vont mal, mais la lutte contre le changement climatique en subit les conséquences », regrette un expert de la Commission européenne.

Entre Emmanuel Macron et Olaf Scholz, la petite guerre parallèle

Marion Van Renterghem, L'Express, 21.3.24

La gaffe élyséenne sur les « troupes au sol » s'est retournée en électrochoc salutaire. C'est la pusillanimité du chancelier qui est désormais critiquée.

Fallait-il une gaffe ou une provocation non délibérée pour obtenir le sursaut collectif dont l'Europe a besoin ? Le sommet du « triangle de Weimar » (France, Allemagne, Pologne) organisé sans délai à Berlin, vendredi 15 mars, est en tout cas le signe qu'au moment le plus critique de la guerre d'Ukraine, existentielle pour l'Europe, l'autre urgence était la bataille parallèle entre Emmanuel Macron et Olaf Scholz, dont les désaccords et l'inimitié avaient atteint une intensité préoccupante. L'un et l'autre avaient besoin de la présence d'un tiers, en l'occurrence le Premier ministre polonais, Donald Tusk, pour commencer à recoller les morceaux.

On n'a pas fini d'évaluer les conséquences, négatives et positives, des propos d'Emmanuel Macron affirmant ne pas exclure l'envoi de « troupes au sol » en Ukraine. Le tollé provoqué par cette phrase prononcée à l'Élysée, le 26 février, y compris chez les dirigeants invités qui venaient de se réunir précisément pour envoyer un message d'unité et de fermeté au Kremlin, n'était aucunement volontaire. Si l'éventualité de l'envoi de troupes avait été discutée en haut lieu depuis plusieurs mois, dans les états-majors comme entre chefs d'Etat ou de gouvernement alliés, il avait été convenu entre eux de maintenir le flou et l'ambiguïté stratégique sur cette question non consensuelle et clivante.

Dans un premier temps, l'effet a été ravageur. Du secrétaire général de l'Otan au gouvernement britannique, de Washington à Stockholm, de Varsovie à Prague, chacun a sèchement pris ses distances. La phrase la plus cinglante est venue du chancelier allemand : « Il n'y aura pas de troupes au sol, pas de soldats en Ukraine qui seront envoyés par les pays européens ou d'autres Etats de l'Otan. »

Jamais le ton n'était monté si haut entre un président français et un chancelier allemand. En plus de lâcher sa fameuse phrase sur les troupes au sol, Emmanuel Macron a vexé délibérément - et inutilement - Olaf Scholz, en se moquant du

gouvernement qui, au début de la guerre, se contentait d'envoyer à l'Ukraine des « sacs de couchage et des casques ». S'est ajoutée entre eux une compétition infantile sur leurs soutiens respectifs à l'Ukraine. Le classement de l'Institut Kiel, qui fait autorité, est impitoyable pour la France, qui n'arrive que 14e parmi les alliés. Berlin devance, de très loin, Paris par l'ampleur de son aide financière, mais refuse toujours, contrairement au second, d'envoyer ses missiles de longue portée, les Taurus. Les piques explicites d'Emmanuel Macron ont braqué de plus belle le chancelier Scholz, dont l'absence de chaleur et de communication lui vaut le surnom de « Scholzomat ». Les deux hommes n'ont jamais réussi à s'entendre.

La gaffe sur les troupes au sol a d'abord isolé le président Macron. Mais, par sa réplique brutale et sa pusillanimité, c'est le chancelier Scholz qui se retrouve peu à peu en porte-à-faux. Il commence à donner raison à l'hubris française, une fois passée la désastreuse cacophonie diplomatique. Le Parlement allemand a beau avoir rejeté une nouvelle motion du bloc d'opposition CDU-CSU demandant au gouvernement d'envoyer à l'Ukraine les missiles Taurus, le chancelier a beau bénéficier de la solidarité des ministres de sa coalition tripartite (SPD, Verts, FDP), des voix s'élèvent pour le critiquer, y compris dans ces partis. Friedrich Merz, chef de la CDU et possible futur chancelier, a violemment accusé Scholz d'être responsable d'une « relation presque entièrement détruite entre l'Allemagne et la France » après ses propos tenus à Paris. D'Adenauer à Merkel, a-t-il poursuivi, « aucun chancelier ne se serait comporté de façon si lamentable ».

Le chef de l'Etat français est désormais soutenu par la Pologne, les pays Baltes, la République tchèque, la Finlande, qui saluent la force mobilisatrice de son message. Selon le ministre polonais des Affaires étrangères, « Paris a changé le paradigme. C'est maintenant Poutine qui craint nos décisions, et non l'inverse ». Le poids grandissant des pays de l'Est dans le rapport de force européen, conjugué au consensus fermement acquis que « la Russie ne doit pas gagner cette guerre », devrait finir par obliger Olaf Scholz à trouver un compromis sur les Taurus... et Emmanuel Macron à apprendre le tact.

À Berlin, la coalition démine la crise budgétaire en coupant dans les dépenses

Pierre Avril, LE FIGARO, 14.12.2023

Après la sanction de Karlsruhe, l'enjeu était de trouver quelque 17 milliards d'économie. Des soutiens à l'industrie solaire et aux véhicules électriques sont revus à la baisse.

Le gouvernement allemand a mis provisoirement fin, le 13 décembre, à un mois de crise politique, en traçant les lignes d'un accord budgétaire marqué par un supplément d'austérité. Les dirigeants de la coalition hétéroclite formée de socio-démocrates (SPD), de libéraux (FDP) et d'écologistes (Grünen) ont émergé à 5 heures, mercredi matin, d'une longue série de négociations nocturnes à huis clos. Avec pour principal message, l'obligation d'économiser quelque 17 milliards d'euros en 2024, tout en se préparant, d'ici à 2027, à de nouveaux sacrifices. « Il s'agit de faire des coupes, ce que nous n'aimons pas, mais celles-ci sont nécessaires », a expliqué Olaf Scholz en préambule d'une déclaration publique destinée à s'épargner les questions des journalistes.

Ces 17 milliards s'inscrivent dans une ligne budgétaire plus globale de 60 milliards d'euros dont l'usage avait été jugé inconstitutionnel par la cour de Karlsruhe. Cette somme avait été artificiellement logée en 2021 dans un Fonds d'aide à la transition écologique (KTF), qui avait pour principale mission de maquiller les dettes futures liées aux souscriptions de crédits. À l'époque, le chancelier et ancien ministre des Finances Olaf Scholz avait globalement fait l'inverse de ce que préconisent les principes élémentaires de la comptabilité d'entreprise : à savoir la nécessité de provisionner des pertes futures. Les juges de Karlsruhe ont sanctionné l'artifice, obligeant ainsi le gouvernement à combler, au fil des années, le trou de 60 milliards.

Compromis fragile

Pour l'exercice 2023, Berlin avait utilisé dans l'urgence un second tour de passe-passe en suspendant artificiellement l'application du « frein à la dette ». Cette règle budgétaire (Schuldbremse), inscrite dans la Constitution, oblige les gouvernements allemands depuis 2009 à limiter leurs endettements à hauteur de 0,35 du PIB. Or, le ministre des Finances, Christian Lindner, ayant exigé de revenir en 2024 à la discipline budgétaire, il ne restait d'autre choix à la coalition que de sabrer dans les dépenses. À première vue, les socio-démocrates de Scholz, qui refusaient tout « démantèlement

de l'État social » , ainsi que les libéraux de Lindner, qui rejettent toute hausse d'impôts, sont les plus épargnés par ces arbitrages.

En revanche, le ministre Verts de l'Écologie et du Climat, Robert Habeck a avoué : « Ça me fait mal . » « Le résultat de ces négociations est une catastrophe », a renchéri la porte-parole de la branche jeunesse du parti, Svenja Appuhn. Si un renchérissement du prix du carbone est prévu, le soutien à l'industrie solaire va néanmoins diminuer et la prime à la voiture électrique sera abandonnée avant la date prévue du 31 décembre 2024. D'autres économies sont prévues dans les transports. Au total, le fonds climatique KTF, sanctionné par la cour, sera ponctionné à hauteur de 12 milliards d'euros.

En ouvrant la voie à la conclusion d'un accord budgétaire définitif avant la fin de l'année, la coalition entendait surtout rassurer une opinion publique exaspérée et des partenaires européens inquiets. « Nous sommes capables de nous unir et d'agir », a déclaré Christian Lindner. À la veille du Conseil européen de Bruxelles qui doit décider de l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Ukraine, Berlin réaffirme son soutien financier à Kiev. Huit milliards d'euros sont débloqués l'an prochain au profit du voisin oriental, soit le double de 2023.

Moderniser les infrastructures

En 2024, le montant de la dette ne dépassera pas les 64 % du PIB, faisant toujours de l'Allemagne l'un des meilleurs élèves de la zone euro, avec un déficit public limité à 1,5 %, bien inférieur au plafond du pacte de stabilité. Le pays, qui pourrait rester en récession l'an prochain, selon l'institut IW, souffre néanmoins de sous-investissements massifs dans le domaine des infrastructures. Pour une grande partie du SPD ainsi que pour les Verts, le maintien du frein à la dette est incompatible avec les dépenses nécessitées par la modernisation des infrastructures.

Cette contradiction majeure n'est pas levée par l'accord dévoilé mercredi, dont les modalités et les hypothèses financières restent floues. Le fonds KTF n'avait cessé de grossir depuis 2021 - jusqu'à atteindre 200 milliards d'euros - avant que la cour ne le sanctionne le 15 novembre. L'assainissement de cette structure écran devrait encore nécessiter 45 milliards d'euros d'économies d'ici à 2027. Autant dire que la coalition a encore le temps de se chamailler. Sachant par ailleurs que les élections législatives auront lieu à l'automne 2025.

Entre Tesla et les Allemands, le courant peine à passer

Delphine Nerbollier, La Croix, 11.3.24

Victime d'un acte de sabotage par un groupe d'extrême gauche allemand, le constructeur américain de véhicules électriques suscite de vives critiques autour de sa gigafabrique de Berlin sur ses méthodes de management et son impact environnemental. Une manifestation était organisée dimanche 10 mars.

Le courant électrique est revenu dans la région de Grünheide, au sud de Berlin, mais la production de véhicules et de batteries électriques chez Tesla est, elle, toujours à l'arrêt. Dix jours de suspension de production et plusieurs centaines de millions d'euros, au bas mot, ce sont les conséquences de l'incendie volontaire d'un pylône électrique, le 5 mars, près de la gigafabrique du constructeur américain.

« C'est déjà la deuxième fois que l'alimentation électrique de l'usine est directement prise pour cible », réagissait mardi 5 mars le représentant de Tesla, Andre Thierig. « Sans parler d'une troisième attaque, dans le passé, contre les installations ferroviaires près d'ici. Nous nous inquiétons pour la sécurité de nos salariés. Cela aurait pu être beaucoup plus grave », a-t-il ajouté, « consterné ».

Cet incendie volontaire a été revendiqué par un groupuscule d'extrême gauche, le « Groupe volcan », qui reproche au constructeur américain de « dévorer la terre, les ressources, les hommes, la force de travail et crache en échange des SUV » – ces imposants véhicules qui se sont imposés sur les routes ces dernières années. Sur X, Elon Musk, le patron de Tesla a, lui, fustigé « les terroristes écologistes les plus idiots du monde ». Quant à la classe politique allemande, elle est en « opération déminage » pour rassurer le puissant patron américain et promet la « plus grande fermeté » contre les auteurs du sabotage.

À Grünheide, cette affaire suscite des réactions diverses. Plusieurs initiatives citoyennes qui critiquent la manière dont Tesla s'est implantée dans la région, il y a trois ans, craignent que cet incendie criminel nuise à leur action. Dans la forêt qui jouxte l'immense usine, la cinquantaine d'activistes du climat qui occupent les lieux depuis une semaine peinent en revanche à condamner l'incendie. « Nous comprenons que, dans la lutte pour le climat, différents groupes choisissent différents moyens d'action », explique Luisa, du groupe « Stopper Tesla ». Avec une cinquantaine d'autres personnes, cette jeune fille a installé des cabanes dans les pins, pour empêcher la vente de cette parcelle de forêt au géant américain. Polémique,

l'incendie criminel contre Tesla ne change en effet rien à l'opposition locale contre les projets d'agrandissement du géant américain à Grünheide. « Tesla veut déboiser 100 hectares de forêt alors que les arbres sont des capteurs de CO₂, et veut construire au-dessus d'une nappe phréatique, s'offusque Lotte, activiste de Stopper Tesla. L'usine dépasse déjà largement les limites de sa consommation en eau, dans une région où les réserves sont trop justes. Ce projet montre que cette entreprise n'a rien d'écolo. » Même opposition chez les habitants de Grünheide qui, fin janvier lors d'une consultation populaire, ont rejeté à 62 % le projet d'extension de l'usine. Craintes pour l'environnement et les ressources en eau, hausse du trafic routier et de la pollution lumineuse, même la perspective de nouveaux emplois ne convainc pas dans une région où le manque de main-d'œuvre est structurel. Si cette consultation n'est pas contraignante, ce vote négatif n'a rien d'anodin, à trois mois des élections communales.

Plus largement, cette affaire révèle le malaise qui entoure Tesla. En choisissant Grünheide pour implanter son unique usine de production en Europe, le constructeur a dynamisé la région du Brandebourg, créé 12 000 emplois et contribué à une hausse substantielle du budget régional. Mais les méthodes de management d'Elon Musk divisent. Cela a commencé en 2021 avec le lancement des travaux de construction de l'usine avant même d'avoir obtenu le permis de construire.

Désormais la grogne concerne le refus de Tesla de suivre les conventions collectives tarifaires du secteur automobile. Certes, la loi ne l'y oblige pas, mais selon le syndicat IG Metall, cela génère une différence de 20 % des salaires avec les autres constructeurs automobiles allemands. Un problème identique en Suède est à l'origine d'un large mouvement de grève depuis quatre mois de la part des mécaniciens d'une dizaine d'ateliers de réparation, suivis, depuis une semaine, par les techniciens des stations de recharge.

En Allemagne, on n'en est pas encore là, mais les opposants à l'extension de l'usine Tesla maintiennent la pression. Ils étaient plusieurs centaines ce dimanche à manifester à Grünheide.

Europe : ne sortons pas de l'Histoire !

Jean-François Copé, L'Express, 30.11.23

Face à des bouleversements géopolitiques majeurs, les Vingt-Sept doivent montrer leur volonté de jouer un rôle déterminant hors de leurs frontières.

L'Histoire est de retour », déclarait Donald Tusk en 2014, en accédant à la présidence du Conseil européen. Une déclaration qui semble aujourd'hui particulièrement prophétique, tant l'année 2023 rassemble les conflits d'un siècle passé qu'on croyait révolu. En effet, en l'espace de deux ans, les formes de conflits du XXe siècle ont été réactivées quasiment simultanément. La reprise des guerres interétatiques, avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, rappelle les attermoissements qui ont secoué l'Europe à la fin des années 1930. Parallèlement, la montée des tensions entre la Chine et les Etats-Unis, autour de Taïwan en particulier, ne sont pas sans faire écho au climat de la guerre froide. Enfin, l'attaque terroriste du Hamas et le conflit avec Israël complètent désormais ce sombre tableau.

A l'heure où un paysage complexe marqué par l'affirmation de pays autoritaires se dessine, il est urgent pour les Vingt-Sept de réagir. Un enjeu d'autant plus déterminant pour l'Union européenne que, loin d'être isolés, ces conflits sont profondément interconnectés. L'invasion russe de l'Ukraine, par exemple, a non seulement ravivé la peur d'une agression chinoise contre Taïwan, mais a aussi intensifié les tensions entre la Chine et l'Occident. De la même manière, l'attaque du Hamas offre une fenêtre stratégique à la Russie en détournant l'attention de l'Ukraine. Ces interactions complexes redéfinissent la carte géopolitique et mettent en péril les principes démocratiques et l'équilibre mondial. Face à ces défis, l'Europe peine à formuler une réponse globale et cohérente. Dans le bras de fer qui a opposé les Etats-Unis et la Chine autour de Taïwan, elle est restée muette. Après l'attaque du Hamas, elle est devenue inaudible à force d'annonces et de rétropédalages souvent indignes.

Pire, il aura fallu attendre plus d'une semaine après les attaques du 7 octobre pour que les Vingt-Sept « condamn [ent] avec la plus grande fermeté le Hamas et ses attaques terroristes », « insist [ent] fermement sur le droit d'Israël de se défendre conformément au droit humanitaire et international ». Des dissensions profondes et un manque de réactivité qui ont pour conséquence d'affaiblir la crédibilité de l'Union européenne sur la scène internationale.

Oui, l'Histoire est bel et bien de retour. Mais, dans ce même discours de 2014, Donald Tusk complétait son propos par une mise en garde qui semble également tout aussi annonciatrice : « Nous ne pourrons pas affronter cette période tumultueuse sans véritable direction et sans unité politique ». Alors que des régimes autoritaires multiplient les tentatives pour renverser l'équilibre mondial, l'Union européenne, faute d'une vision et d'objectifs clairs, risque de se cantonner au rôle de spectateur impuissant. Il est désormais impératif qu'elle se dote des outils nécessaires pour faire entendre et défendre ses intérêts face à ces bouleversements géopolitiques majeurs.

Sur le plan diplomatique, le retour d'un axe franco-allemand est crucial. Il doit être le catalyseur d'une nouvelle étape dans la construction d'une Union capable de se projeter sur la scène internationale. Sur le plan politique, il est urgent de relancer les discussions autour de l'Europe de la défense. Cette initiative doit être accompagnée d'une définition claire et priorisée des intérêts stratégiques de l'Union et d'une politique étrangère commune. Pour porter pleinement leurs fruits, ces évolutions doivent s'accompagner d'un changement dans la manière de se raconter. En effet, sur le plan symbolique, le récit d'une Europe construite pour la paix ne suffit plus pour refléter les réalités actuelles.

Ce nouveau narratif doit bien sûr célébrer l'unité européenne mais aussi reconnaître les défis contemporains. Il doit mettre en avant les valeurs fondamentales qui nous rassemblent mais aussi souligner notre volonté de jouer un rôle actif et déterminant au-delà de nos frontières. Si rien n'est fait, la réaction politique d'une Europe unie face à l'invasion russe de l'Ukraine restera l'exception. Et la suite de l'Histoire s'écrira, qu'elle le veuille ou non, sans elle. Pire, elle se fera à son détriment.

Olaf Scholz et l'Allemagne, maillons faibles de la défense européenne

Christophe Bourdoiseau, Libération, 5.3.24

Attaqué par Paris et Londres pour avoir livré au public des informations sensibles sur ses alliés, le chancelier est maintenant accusé de faire le jeu de Moscou en refusant de livrer des missiles de croisière Taurus.

Jusqu'où Olaf Scholz vat-il dégringoler ? Accusé la semaine dernière de trahison par Paris et Londres, le chancelier a été ridiculisé vendredi par l'affaire des russes qui, en plus de discréditer l'armée allemande, démonte ses explications sur son refus de livrer des missiles de croisière Taurus à l'Ukraine.

La visioconférence confidentielle des plus hauts gradés de la Luftwaffe (armée de l'air), interceptée et diffusée par la chaîne de propagande Russia Today ce week-end, a remis à plat son récit d'une Allemagne qui doit rester «nonbelligérante». Après plusieurs mois de mutisme, Olaf Scholz s'est extirpé de son silence la semaine dernière en expliquant pourquoi il ne voulait pas livrer ces missiles germano-suédois. La présence de soldats allemands sur le sol ukrainien, nécessaire selon lui au fonctionnement de ces engins, impliquerait un engagement de facto de l'Allemagne dans la guerre et un «dangereux engrenage». Dans la conversation interceptée, les officiers allemands contredisent ces explications ambiguës de Scholz, également démontées par ses propres alliés politiques depuis plusieurs semaines. Les experts des questions de défense au sein de sa coalition, libéraux (FDP) et écologistes, assurent que les Ukrainiens pourraient être formés au maniement de ces missiles sur le sol allemand.

Enorme déficit. Le chancelier ne reste soutenu dans sa politique de «lignes rouges» que par son propre parti, le Parti social-démocrate (SPD), qui a toujours du mal à abandonner sa fibre russoécoutes phile d'avant la guerre. «L'ironie du sort, c'est que l'extrême droite a repris les positions prorusses du SPD», remarque Joachim Krause, directeur de l'Institut de politique de sécurité de l'université de Kiel. «Il est temps que l'Allemagne abandonne cette culture politique faite de tabous et de stratégie de désescalade», ajoute Stefan Meister, expert défense à l'Institut allemand de politique étrangère. Isolé en Allemagne, le chancelier l'est également sur la scène européenne, où il a perdu sa crédibilité après avoir révélé en public la présence de soldat anglais et français en Ukraine. «Les Britanniques ont raison. Scholz est devenu un risque pour la sécurité en Europe», considère Joachim Krause. L'affaire des écoutes révèle par

ailleurs l'énorme déficit de l'équipement de la Bundeswehr (l'armée de terre) et des services secrets allemands. A Berlin, on craint que l'affaire ne soit que la partie émergée de l'iceberg : «Il faut déterminer rapidement s'il ne s'agit pas d'un problème général de sécurité», a insisté l'écologiste Konstantin von Notz, le président de la commission parlementaire de contrôle des services secrets. On est donc encore loin du «changement d'époque» («Zeitwende») annoncé il y a deux ans par

Scholz après l'attaque de l'Ukraine par la Russie. «La Zeitwende ne se fera pas du jour au lendemain, estime Stefan Meister. L'affaire des écoutes n'est pas une surprise. Ce n'est pas la première fois que cela se produit en Allemagne. Mais elle a révélé au public l'état catastrophique des organes de sécurité allemands qui accusent un immense retard d'investissements.» Déstabilisation. L'Allemagne se présente une nouvelle fois comme le maillon faible de la défense européenne et Moscou l'a bien compris : Berlin est devenue la cible principale de Poutine pour déstabiliser toute l'Europe. «L'Allemagne fournit les munitions à Poutine», constate le quotidien conservateur Frankfurter Allgemeine Zeitung. La propagande russe a instrumentalisé l'affaire des écoutes en présentant la discussion des officiers comme la preuve que l'Allemagne voulait attaquer la Russie. «Nos adversaires de toujours, les Allemands, sont de nouveau des ennemis jurés», a déclaré Dmitri Medvedev, le vice-président du Conseil de sécurité de Russie.

Lundi, Berlin essayait de calmer le jeu. Le SPD a refusé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire réclamée par l'opposition. «L'intégrité de l'Allemagne est mise à mal par la Russie. Il faut se serrer les coudes plutôt que d'adopter une tactique partisane», a riposté Wolfgang Hellmich, porte-parole du groupe parlementaire du SPD au Bundestag pour les questions de défense. Au-delà de cette affaire, c'est surtout l'absence de dialogue entre Macron et Scholz qui inquiète le plus les experts de la sécurité. «Macron, lui au moins, a compris la gravité de la situation», constate Joachim Krause. Olaf Scholz, en revanche, reste enfermé dans sa tour d'ivoire. Le chancelier allemand a réaffirmé lundi son opposition à la livraison de Taurus. Il refuse de bouger d'un cheveu malgré les appels de ses propres alliés politiques : «Le chancelier, c'est moi», a-t-il déclaré pour justifier son choix.

•«Scholz est devenu un risque pour la sécurité en Europe.» Joachim Krause, Directeur de l'Institut de politique de sécurité de l'université de Kiel

Darmstadt, Aix-la-Chapelle... les nouveaux écosystèmes de start-up en Allemagne

Nathalie Steiwer, Les Echos, 25.1.24

2023 a été globalement une mauvaise année pour les deux villes phares de l'écosystème allemand, Berlin et Munich, tandis que les villes qui forment les ingénieurs ou les médecins allemands ont été dynamiques. Le programme d'aide publique, qui a encouragé cette décentralisation, est toutefois menacé.

La stratégie allemande pour encourager la création d'entreprise à partir de son réseau d'universités de haut niveau commence à payer. Alors que 2023 a été globalement une mauvaise année pour les deux villes phares de l'écosystème allemand, Berlin et Munich, la création de start-up a été particulièrement dynamique dans les villes qui forment les ingénieurs ou les médecins allemands : Darmstadt, Karlsruhe ou Heidelberg.

Au total, 2.500 jeunes entreprises ont été créées en Allemagne en 2023, indique le bilan « Next Generation start-up » présenté par la fédération allemande des start-up et la base de données startupdetector, soit un recul de 5 % en un an. Parallèlement, le nombre de faillites a atteint des records avec 297 dépôts de bilan parmi les start-up en 2023, soit 65 % de plus qu'en 2022. L'hécatombe a été particulièrement forte dans l'e-commerce et les services de livraison à domicile.

Il est à noter que 2021 ne peut pas être considérée comme une année normale, relativise la vice-présidente de la fédération des start-up, Magdalena Oehl, « entre les taux d'intérêt nul, le besoin de retour sur capital et l'accélération de la numérisation après le Covid, 2021 a été une année exceptionnelle en termes de financement ». Elle préfère attirer l'attention sur le fait que de nouveaux « hubs » locaux se sont développés, proposant des alternatives aux investisseurs.

« Cyber Valley » et « Silicon Saxony »

Berlin, avec 468 start-up créées, et Munich, avec 187 jeunes pousses en 2023, continuent à drainer un tiers des créations d'entreprises en Allemagne. Toutefois, elles ont progressé notamment en Saxe, où un écosystème se développe autour de Dresde et son industrie des semi-conducteurs, ou dans le Bade-Wurtemberg, berceau

d'Aleph Alpha, qui rivalise avec le français Mistral AI pour devenir le champion européen de l'intelligence artificielle générative.

Dans cette région du sud de l'Allemagne qui investit 180 millions d'euros pour devenir la « Cyber Valley » européenne de l'intelligence artificielle, les villes universitaires de Karlsruhe et Heidelberg se classent juste derrière Berlin et Munich en termes de création par habitant. « Les universités allemandes voient naître de plus en plus de start-up innovantes qui transposent rapidement les percées scientifiques dans la pratique entrepreneuriale », notent les auteurs du rapport.

Les aides publiques ont été l'un des vecteurs de cette progression. « Près de la moitié des start-up allemandes ont recours aux aides publiques, qui constituent une source de financement centrale en phase de démarrage », souligne la directrice de la fédération des start-up Franziska Teubert.

Les aides publiques menacées

Depuis une vingtaine d'années, le gouvernement a mis en place le programme Exist qui accorde des bourses de 2.500 à 3.000 euros par mois aux créateurs d'entreprise issus du monde universitaire et jusqu'à 250.000 euros de subvention pour le lancement de l'entreprise. L'année dernière, 200 start-up ont été financées, avec un budget annuel de 130 millions par an environ.

L'avenir du programme inquiète néanmoins. L'arrêt de la Cour constitutionnelle qui a imposé au gouvernement allemand de revoir son budget a bloqué la prolongation du programme Exist-Potentiale après son terme en 2024. La charge financière reviendra aux régions, donnant davantage de chance aux universités du Länder le plus riche du Nordrhein-Westfalen, comme à Aix-la-Chapelle ou Cologne.

Franziska Teubert place ses espoirs dans un nouveau programme d'aide public, Start-up factories, inspiré du modèle qui a fait recette à Munich de l'UnternehmerTUM. La phase de sélection des projets est en cours pour allouer dix millions de l'Etat fédéral et autant du privé sur une quinzaine de projets en démarrage « visibles à l'échelle nationale et internationale » à partir de 2025.

Le lobby des start-up s'attaque maintenant à un autre problème de taille : la question de la propriété intellectuelle, essentielle pour transférer les résultats de la recherche universitaire vers les spin-off. Le problème, complexe juridiquement, « joue un rôle important actuellement », rappelle Franziska Teubert.